

TRAITE DE COOPERATION EN MATIERE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
L'EXAMEN PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL

Destinataire :

SANTARINI Marc
Péchiney
217, cours Lafayette
F - 69451 Lyon Cedex 06
FRANCE

PCT

NOTIFICATION DE TRANSMISSION DU
RAPPORT PRÉLIMINAIRE
INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ
(règle 71.1 du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année)

07.04.2006

Référence du dossier du déposant ou du mandataire
BR3612MS/AMM

NOTIFICATION IMPORTANTE

Demande internationale No.
PCT/FR2005/000680

Date du dépôt international (jour/mois/année)
21.03.2005

Date de priorité (jour/mois/année)
22.03.2004

Déposant
PECHINEY RHENALU et al.

1. Il est notifié au déposant que l'administration chargée de l'examen préliminaire international a établi le rapport préliminaire international sur la brevetabilité pour la demande internationale et le lui transmet ci-joint, accompagné, le cas échéant, de ces annexes.
2. Une copie du présent rapport et, le cas échéant, de ses annexes est transmise au Bureau international pour communication à tous les offices élus.
3. Si tel ou tel office élu l'exige, le Bureau international établira une traduction en langue anglaise du rapport (à l'exclusion des annexes de celui-ci) et la transmettra aux offices intéressés.

4. NOTIFICATION IMPORTANTE

Pour aborder la phase nationale auprès de chaque office élu, le déposant doit accomplir certains actes (dépôt de traduction et paiement des taxes nationales) dans le délai de 30 mois à compter de la date de priorité (ou plus tard pour ce qui concerne certains offices) (article 39.1) (voir aussi le rappel envoyé par le Bureau international dans le formulaire PCT/IB/301).

Lorsqu'une traduction de la demande internationale doit être remise à un office élu, elle doit comporter la traduction de toute annexe du rapport préliminaire international sur la brevetabilité. Il appartient au déposant d'établir la traduction en question et de la remettre directement à chaque office élu intéressé.

Pour plus de précisions en ce qui concerne les délais applicables et les exigences des offices élus, voir le Volume II du Guide du déposant du PCT.

Il est signalé au déposant que l'article 33(5) stipule que les critères de nouveauté, d'activité inventive et d'application industrielle tels que définis à l'article 33(2) à (4) ne servent qu'aux fins de l'examen préliminaire international et que "tout État contractant peut appliquer des critères additionnels ou différents afin de décider si, dans cet État, l'invention est brevetable ou non" (voir également l'article 27(5)). De tels critères additionnels peuvent par exemple avoir rapport à des exceptions à la brevetabilité ainsi qu'à des exigences concernant l'exposé suffisant de l'invention, la clarté des revendications et leur fondement sur la description.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen
préliminaire international



Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2
NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas
Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl

Fonctionnaire autorisé

Tsogka, P

Tél. +31 70 340-3630




TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

PCT

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

(chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets)

(article 36 et règle 70 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE À DONNER voir le formulaire PCT/PEA416	
Demande internationale No. PCT/FR2005/000680	Date du dépôt international (<i>jour/mois/année</i>) 21.03.2005	Date de priorité (<i>jour/mois/année</i>) 22.03.2004
Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB INV. F25B39/02		
Déposant PECHINEY RHENALU et al.		
<p>1. Le présent rapport est le rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu de l'article 35 et transmis au déposant conformément à l'article 36.</p> <p>2. Ce RAPPORT comprend 6 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.</p> <p>3. Ce rapport est accompagné d'ANNEXES, qui comprennent :</p> <p>a. <input type="checkbox"/> un total de (<i>envoyées au déposant et au Bureau international</i>) feuilles, définies comme suit :</p> <p><input type="checkbox"/> les feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou des feuilles contenant des rectifications autorisées par la présente administration (voir la règle 70.16 et l'instruction administrative 607).</p> <p><input type="checkbox"/> des feuilles qui remplacent des feuilles précédentes, mais dont la présente administration considère qu'elles contiennent une modification qui va au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, comme il est indiqué au point 4 du cadre n° I et dans le cadre supplémentaire.</p> <p>b. <input type="checkbox"/> (<i>envoyées au Bureau international seulement</i>) un total de (préciser le type et le nombre de support(s) électronique(s)) , qui contiennent un listage de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, déposés sous forme électronique seulement, comme il est indiqué dans le cadre supplémentaire relatif au listage de la ou des séquences (voir l'instruction administrative 802).</p>		
<p>4. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° I Base du rapport</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° II Priorité</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° IV Absence d'unité de l'invention</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° V Déclaration motivée selon l'article 35.2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° VI Certains documents cités</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Cadre n° VII Certaines irrégularités dans la demande internationale</p> <p><input type="checkbox"/> Cadre n° VIII Certaines observations relatives à la demande internationale</p>		
Date de présentation de la demande d'examen préliminaire international 17.10.2005	Date d'achèvement du présent rapport 07.04.2006	
Nom et adresse postale de l'administration chargée de l'examen préliminaire international  Office européen des brevets - P.B. 5818 Patentlaan 2 NL-2280 HV Rijswijk - Pays Bas Tél. +31 70 340 - 2040 Tx: 31 651 epo nl Fax: +31 70 340 - 3016	Fonctionnaire autorisé Léandre, A N° de téléphone +31 70 340-8985	



Demande internationale n°
PCT/FR2005/000680

- * Si le cas visé au point 4 s'applique, certaines ou toutes ces feuilles peuvent être revêtues de la mention "remplacé".

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

Demande internationale n°
PCT/FR2005/000680

Cadre n° V Déclaration motivée selon l'article 35(2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration
- | | | |
|--|---------------------|-----|
| Nouveauté | Oui: Revendications | |
| | Non: Revendications | 1-5 |
| Activité inventive | Oui: Revendications | |
| | Non: Revendications | 1-5 |
| Possibilité d'application industrielle | Oui: Revendications | 1-5 |
| | Non: Revendications | |

2. Citations et explications (règle 70.7) :

voir feuille séparée

Cadre n° VII Irrégularités dans la demande internationale

Les irrégularités suivantes, concernant la forme ou le contenu de la demande internationale, ont été constatées :

voir feuille séparée

Concernant le point V.

- 1 Il est fait référence aux documents suivants :
D1: DE 12 99 007 B (DANFOSS AS) 10 juillet 1969 (1969-07-10)
D2: US-A-2 371 215 (BENSON JOHN H) 13 mars 1945 (1945-03-13)
- 2 La présente demande ne remplit pas les conditions énoncées dans l'article 33(1) PCT, l'objet des revendications 1 à 5 n'étant pas conforme au critère de nouveauté défini par l'article 33(2) PCT.
- 2.1 Le document D1, qui est considéré comme représentant l'état de la technique le plus pertinent, décrit (les références entre parenthèses s'appliquent à ce document, et en particulier à sa figure) :

Revendication 1 "Panneau évaporateur vertical de type roll-bond pour le refroidissement d'un réfrigérateur ou d'un congélateur, comportant un circuit constitué de canaux (5,6,7,9,14) pour la circulation du fluide frigorigène avec une partie descendante (5,6,7,8,9) et une partie remontante (14), dans lequel une partie au moins des canaux (9) de la partie descendante comporte une zone d'accumulation (16) à l'état liquide du fluide frigorigène [de hauteur maximale h_i , l'ensemble des hauteurs h_i étant ajusté de sorte que le volume total des zones d'accumulation soit supérieur ou égal à la moitié du volume total de liquide frigorigène, et que chacune des hauteurs h_i soit inférieure à 70% de la hauteur totale du canal $H_{i.}$]"

L'attention de la demanderesse est attirée sur le fait que la partie de la revendication 1 mise entre crochets se rapporte non à l'évaporateur lui-même mais à une utilisation de cet évaporateur. Puisque l'évaporateur présenté au document D1 est propre à être utilisé suivant ces modalités, malgré le fait que le problème technique abordé dans D1 soit différent de celui de la présente demande, il anticipe l'objet de la revendication de produit 1, qui n'est donc pas nouveau (article 33(2) PCT et Directives § 5.23).

- 2.2 Par ailleurs, nonobstant l'objection faite à la nouveauté de la revendication 1,

l'attention de la demanderesse est attirée sur le fait que, l'utilisation de poches d'accumulation de liquide dans des évaporateurs étant connue, la détermination des paramètres influençant le volume de ces poches d'accumulations relève d'une démarche technique normale pour l'homme du métier en quête d'optimisation et ne saurait être considérée comme inventive.

- 2.3 D'autres documents cités au rapport de recherche international auraient également pu être utilisés pour objecter à la nouveauté de la revendication 1, en particulier le document D2 (**voir figure 18 et page 4, colonne 1, ligne 74 à colonne 2, ligne 32**).

Il convient à ce titre de noter que le document D2, dans son passage en **page 1, de la colonne 1, ligne 35 à la colonne 2, ligne 34**, spécifie explicitement que la présence constante dans l'évaporateur d'un passage pour le gaz permet d'éviter toute aspiration de liquide dans le compresseur lors du démarrage, malgré l'accumulation de liquide dans l'évaporateur survenue durant la phase d'arrêt. Ce faisant, le document D2 se propose de résoudre le problème mentionné dans la description de la présente demande, page 2, lignes 3 à 11.

- 2.4 Les revendications 2 à 5 ne présentent pas de caractéristiques additionnelles qui puissent être considérées comme étant nouvelles à la lumière de l'enseignement des documents D1 et D2.

- Revendication 2 : La figure 18 du document D2 présente un réservoir **(5)** pourvu d'un siphon.
- Revendication 3 : Ledit réservoir **(5)** du document D2 est présenté sur la figure 18 sous la forme d'un appendice vertical dirigé vers le bas constituant une zone d'accumulation de liquide.
- Revendication 4 : L'évaporateur du document D1 comporte un canal de type bouilleur **(9)** comportant des zones centrales **(22)** soudées en forme de pastilles.
- Revendication 5 : Sur la figure du document D1, il est apparent que la somme des largeurs des pastilles **(22)** est inférieure à 90% de la longueur du bouilleur **(9)**.

L'objet des revendications 2 à 5 n'est donc pas non plus nouveau (article 33(2) PCT).

**RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL
SUR LA BREVETABILITÉ
(FEUILLE SÉPARÉE)**

Demande internationale n°

PCT/FR2005/000680

- 2.5 Il s'ensuit de l'absence de nouveauté des revendications 1 à 5 que lesdites revendications ne peuvent pas non plus être considérées inventives (article 33(3) PCT).
- 2.6 L'objet des revendications 1 à 5 est considéré comme susceptible d'application industrielle au sens de l'article 33(4) PCT.

Concernant le point VII.

- 1 La revendication indépendante 1 n'est pas présentée en deux parties comme prévu par la règle 6.3 b) PCT.
- 2 Contrairement à ce qu'exige la règle 5.1 a) ii) PCT, la description n'indique pas l'état de la technique antérieure pertinent exposé dans les documents D1 et D2 et ne cite pas ces documents.